

Réponse de la Direction au rapport de l'évaluation finale du programme 2017-2021 "Un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles" financé par la DGD en Belgique (Version finale)

Titre du rapport	Evaluation finale du programme quinquennal	Titre du projet	"Un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles"
Date du rapport	Mars 2022	Dates du projet	Janvier 2017 – décembre 2021
Organisations impliquées	Plan International Belgium		
Noms des évaluateurs/chercheurs	Søren Stecher-Rasmussen, Nele Willems South Research CVBA VSO Leuvensestraat 5/2 B – 3010 Kessel - Lo Belgium T + 32 (0)16 49 83 10 F + 32 (0)16 49 83 19		
Evaluation de l'exhaustivité et de la qualité	<p>La fédération Plan International met à la disposition de tous ses bureaux des directives et des outils qui servent de guide pour soutenir le développement de rapports d'évaluation complets, clairs et utiles. Comme l'ambition de Plan International Belgique est à la fois de se conformer à ses obligations légales et de les considérer comme des opportunités d'apprentissage, Plan International Belgique, en collaboration avec les bureaux nationaux concernés, a pris plusieurs mesures pour évaluer l'exhaustivité et la qualité de l'évaluation finale de son programme quinquennal financé par la Coopération belge au développement. Le personnel de Plan International Belgique a rempli conjointement un formulaire d'évaluation de l'exhaustivité ainsi qu'un formulaire d'évaluation de la qualité. Ces deux formulaires ont été créés par la fédération de Plan International et doivent être utilisés de manière systématique, à travers la fédération, pour les études de base, les évaluations à mi-parcours et finales ainsi que pour la recherche. Cet exercice a mis en évidence les succès et les défis concernant les produits et le processus d'évaluation. Ces succès et défis seront pris en compte dans la préparation des futures évaluations de programmes/projets et seront utilisés pour renforcer le système d'évaluation de Plan International Belgique.</p>		

Critères & Question(s) d'évaluation	Recommandation(s)	Réponse de la direction (Accepte, Accepte partiellement ou Rejette)	Commentaires et Action(s) de suivi	Délai	Responsabilité
A. School for Rights (S4R) - Participation					
	1) Optimisation de l'accompagnement mixte (« blended ») des écoles				
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires développent une trajectoire mixte qui réunirait les meilleures des différentes approches : des méthodes numériques fortes en combinaison avec un coaching en direct (présentiel) à l'école, des moments d'apprentissage synchrones et asynchrones.	Accepté	Ce type de trajectoire a été développé lors de la crise sanitaire et les organisations partenaires ont gagné en expérience dans la gestion des réunions digitales. En fonction du contexte et des besoins des écoles, le coaching en ligne continuera à être utilisé comme complément aux réunions physiques (par exemple, de courts moments de suivi avec un ou deux enseignants peuvent avoir lieu en ligne).	En continu	Partenariat Note : Plan International Belgique ne sera plus en charge de la coordination du partenariat lors du prochain programme. Les réponses ci-après indiquant dans cette colonne "partenariat" ont donc été co-écrites avec KIYO ¹ qui reprend la coordination du partenariat en charge de S4R.

¹ [KIYO \(fr\) | KIYO NGO voor kinderrechten \(kiyo-ngo.be\)](https://kiyo-ngo.be/)

Les organisations partenaires	Les organisations partenaires organisent des évaluations régulières avec les écoles des méthodologies, approches, forces, faiblesses, ainsi que de la mise en place de mécanismes de feedback pour les différents groupes cibles (élèves, professeurs...).	Accepté	Déjà en cours	En continu	Partenariat
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires restent proactives en termes d'échange et de capitalisation des méthodologies pour s'assurer de cette expertise et optimiser les méthodologies utilisées.	Accepté	L'inspiration, l'examen par les pairs et les consultations avec les coaches doivent permettre d'atteindre cet objectif.	En continu	Partenariat
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires développent ensemble une mission et vision forte et claire du programme pour créer un cadre qui guide les échanges concernant les méthodologies.	Accepté	Cela se fera par le développement de groupes de travail lors des réunions d'inspiration ou d'intervention.	En continu	Partenariat
	2) Cultiver le label en période post-label				
Les écoles	Les écoles cultivent la fierté d'avoir obtenu le label S4R à travers la visibilité des droits de l'enfant et du label dans les bâtiments, dans la communication avec les membres du personnel, les élèves et les	Accepté	Cette recommandation sera prise en compte dans le suivi des écoles labélisées.	En continu	Partenariat

	parents et dans la communication externe, avec les acteurs de la communauté (commune, organisations locales, médias locaux, ...) ou dans les offres d'emploi qu'elles publient.				
Les écoles	Les écoles fassent vivre leur label S4R à travers le développement d'activités festives.	Accepté partiellement	Nous travaillons avec les écoles pour qu'elles continuent à s'engager dans des activités autour des droits de l'enfant, ce qui ne doit pas nécessairement être que festif. En tant que partenariat, nous pouvons toujours fournir de bons exemples de la manière dont une école peut y parvenir.	En continu	Partenariat
Les écoles	Les écoles fassent vivre leur label S4R à travers le développement de relations avec d'autres écoles qui ont obtenus le label (apprentissage mutuel) ou qui se trouvent dans la trajectoire (rôle de mentor).	Accepté	C'est déjà le but recherché par le biais du "terugkomdag". Une consultation des écoles sera réalisée pour voir s'il y a une demande suffisante de leur part dans ce sens. Si c'est le cas, le partenariat analysera comment favoriser la création de ce réseau entre les écoles.	En continu	Partenariat
	3) Développement d'un système de monitoring				
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires développent davantage les instruments et les processus de monitoring et de suivi, tout en	Accepté	Les instruments de suivi actuels seront évalués en permanence et également (partiellement) adaptés à la nouvelle vision du partenariat.	En continu	Partenariat

	évitant bien sûr de créer des tâches administratives lourdes pour les écoles.				
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires monitorent systématiquement l'impact du programme sur les élèves et constituent une base de données.	Accepté	Grâce à la coopération avec VSK, le CEF et Geomoun, nous voulons impliquer davantage et mieux les élèves. Cela devrait également permettre au partenariat de mieux cerner l'impact du trajet.	En continu	Partenariat
	4) Mise en place d'une formation permanente				
Les organisations partenaires	<p>Les organisations partenaires développent un système de « formation permanente » ou de professionnalisation pour les écoles labellisées et incluent, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'approfondissement de nombreux thèmes liés à la relation entre l'enseignement et les droits de l'enfant ; - Cf. rapports annuels du KRC et du DGDE ; - Le développement d'outils pour pouvoir comprendre et gérer les tensions qui apparaissent chez les élèves lorsque leurs loyautés s'affrontent ; 	Accepté partiellement	<p>Les 'terugkomdagen' et les journées d'inspirations organisées par le partenariat s'inscrivent clairement dans cette idée de 'formation permanente'.</p> <p>Augmenter ce "système de formation permanente" exigera beaucoup d'efforts supplémentaires de la part des organisations partenaires. Les écoles labellisées doivent également poursuivre de manière "indépendante" l'élaboration d'une vision des droits de l'enfant et continuer ainsi à travailler sur les droits de l'enfant.</p>	En continu	Partenariat

	- Une semaine de conférences et d'ateliers en ligne sur l'éducation aux droits de l'enfant.		En outre, chaque organisation partenaire mettra en avant sa propre offre, distincte du travail du partenariat. En tant que partenariat, nous faisons déjà beaucoup d'efforts pour faire connaître notre offre et des thèmes spécifiques : - Matériel éducatif sur le site web - Page Facebook et bulletin d'information KRS/S4R		
	5) Construction d'un réseau d'écoles labellisées				
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires créent un réseau d'écoles labellisées qui permettrait de maintenir l'attention portée aux droits de l'enfant et offrirait une caisse de résonance pour la mise en œuvre continue d'une perspective des droits de l'enfant dans les écoles.	Accepté	Cf. Commentaire précédent		Partenariat
Les écoles	Les écoles gardent les « terugkomdagen » existantes et précieuses et les développent davantage (en quantité, en diversité, ... à voir avec les organisations partenaires et les écoles).	Accepté	Cf. Commentaire précédent	En continu	Partenariat

Les organisations partenaires	Les organisations partenaires créent une plateforme numérique sur laquelle les bonnes pratiques peuvent être échangées entre écoles et enseignants et les écoles et enseignants peuvent se rencontrer et échanger à propos de certaines thématiques.	Accepté partiellement	Comme mentionné ci-dessus, s'il y a suffisamment d'intérêt de la part des écoles, les possibilités (temps, budget) de mettre en place un réseau (qui ne doit pas nécessairement être "numérique" mais qui pourrait s'ajouter au site web de S4R) seront analysées en groupe de travail.		Partenariat
	6) Analyser la complexité des écoles secondaires				
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires optimisent davantage « l'approche globale de l'école » (« whole school approach ») dans les écoles secondaires afin de garantir l'intégration transversale des droits de l'enfant dans toute l'école.	Accepté	Cette recommandation très importante sera un des enjeux principaux du groupe de travail du partenariat sur le développement.	En continu, prochaine réunion du GT le 19/5/22	Partenariat
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires approfondissent et discutent les hypothèses formulées au sujet de la différence d'impact dans l'enseignement primaire et secondaire, avec les enseignants et dès le début du trajet. Leurs implications sont systématisées. - développent une Théorie du Changement (TdC) de manière	Accepté	La question sera prise en compte par le groupe de travail sur le développement. Si nécessaire, la Théorie du Changement actuelle sera adaptée pour prendre en compte de nouvelles hypothèses et les tester.	En continu	Partenariat

	collective afin (notamment) mettre en lumière les hypothèses. - testent de manière plus ciblée les hypothèses formulées au sujet de la différence d'impact dans l'enseignement primaire et secondaire.				
Les organisations partenaires	Lors de la composition du groupe de travail qui suit la trajectoire S4R (le « noyau dur »), les organisations partenaires recrutent spécifiquement des enseignants qui occupent des postes clés dans l'école.	Accepté partiellement	Cela devrait déjà être le cas aujourd'hui, mais nous voulons également nous efforcer d'obtenir une "large représentation" de tous les acteurs scolaires dans le groupe de travail qui suit la trajectoire S4R.	En continu	Partenariat
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires abordent et nomment systématiquement les thèmes liés aux droits (même lorsqu'ils sont sensibles) comme étant effectivement des thèmes de droits, afin que les écoles adoptent et utilisent davantage le « langage des droits » et une approche de droits.	Accepté	Cette recommandation est déjà réalisée. En effet, c'est l'un des points essentiels du projet. L'école fait déjà beaucoup, mais ne le mentionne que rarement dans le contexte des droits. Les écoles ne devraient pas nécessairement développer et organiser de nouvelles choses, mais encadrer les	En continu	Partenariat

			choses existantes en termes de droits et communiquer à ce sujet.		
	7) Mise en relation avec les acteurs autour des écoles				Partenariat
Les organisations partenaires et les écoles	Les organisations partenaires et les écoles développent une approche et un engagement en ce sens. Les organisations partenaires et les écoles créent un langage partagé pour nommer et discuter ceci.	Accepté	Ce point sera repris par le groupe de travail développement.		Partenariat
Les organisations partenaires et les écoles	Les organisations partenaires et les écoles collectent des bonnes pratiques et les partagent entre eux.	Accepté	Des exemples de bonnes pratiques sont collectés lors des "terugkomdagen" et des journées d'inspirations et sont partagés via des newsletter ou sur le site.		Partenariat
Les organisations partenaires et les écoles	Les organisations partenaires et les écoles analysent les facteurs favorables et défavorables.	Accepté	Ce point est repris dans l'élaboration du plan d'action avec les écoles. Cela s'inscrit dans notre "approche globale de l'école".		Partenariat
	8) Mise en œuvre proactive de l'expansion du partenariat				
Les organisations partenaires	Les organisations partenaires identifient les ambitions poursuivies à travers cette expansion, les moyens nécessaires à la réalisation de ces ambitions,	Accepté	En tant que partenariat, nous voulons convaincre le plus grand nombre d'écoles possible de notre vision de l'éducation aux droits de l'enfant. C'est pourquoi nous		Partenariat

	les méthodes et moments choisis pour l'évaluation et l'apprentissage.		voulons continuer à diffuser cette vision, mais pas nécessairement en élargissant le partenariat. Nous voulons nous concentrer sur la diffusion de notre approche via des conférences, l'organisation de formations, la distribution de publications... Cela peut être inclus dans le développement des groupes de travail et la communication et la diffusion.		
	9) Travailler au recrutement de nouvelles écoles				
Les organisations partenaires	Les partenaires mettent en œuvre des initiatives qui renforcent la communication autour du programme (ex : la conférence de novembre 2021 et la campagne).	Accepté partiellement	Cette recommandation est déjà en cours de mise en œuvre - voir le groupe de travail communication du partenariat.	En continu	Partenariat
Les écoles	Les écoles lancent des activités qui promeuvent le concept de S4R	Accepté partiellement	Cette recommandation est déjà en cours de mise en œuvre, car cette démarche des écoles fait partie de la trajectoire S4R.	En continu	Partenariat (chaque organisation avec ses écoles)

B. Plaidoyer S4R

	1) Pertinence des stratégies de plaidoyer déployées en période Covid-19				
Plan International Belgique	PIB analyse et systématise les avantages et désavantages des méthodes présentielle et digitales en contexte de pandémie.	Acceptée	PIB va continuer à recourir à des réunions digitales qui sont souvent plus facile à organiser sans oublier la valeur ajoutée des rencontres présentielle qui permettent des contacts informels et le développement du réseautage. Les méthodes utilisées sont régulièrement évaluées en équipe plaidoyer.	En continu	PIB Advocacy coordinators
?	PIB continue à capitaliser [ses] contacts comme base pour un nouveau travail éventuel à la distance.	Acceptée	Les contacts seront poursuivis dans le nouveau programme DGD et seront développés pour couvrir les différentes thématiques. Parallèlement aux programmes locaux menés en Belgique, PIB souhaite aussi renforcer les contacts au niveau local.	Prévu dans programme 22-26	PIB Advocacy coordinators
	2) Effectivité de la participation des jeunes et des réseaux				
Plan International Belgique	PIB continue à renforcer la voix des jeunes (YAP, VSK, CEF, ...) dans le	Acceptée	La participation sera au cœur du programme DGD 22-26 ainsi que des autres programmes locaux et	En continu	PIB Youth Engagement Unit & Policy & Research Unit

	plaidoyer et clarifie la frontière entre participation et tokénisme.		internationaux de PIB. Des jeunes seront bénéficiaires mais aussi au cœur des décisions dans les différents programmes. Un partenariat a été conclu avec le Forum des Jeunes et des activités auront lieu avec les organisations de jeunesses (Vlaamse Jeugdraad, CEF...). De même, un groupe spécifique de jeunes aura un rôle actif dans la mise en œuvre de certaines activités du programme, en collaboration avec le staff de PIB. Pour analyser et objectiver le degré de participation aux activités, PIB est en train de développer un outil "Participation Marker".		
Plan International Belgique	PIB développe son YAP (plus de membres, plus de garçons) et appuie le développement d'une identité, vision et agenda propre au YAP.	Acceptée	PIB met en place plusieurs stratégies pour tenter d'augmenter l'implication des garçons dans ses groupes : <ul style="list-style-type: none"> - Application d'une vision moins binaire du genre (théorie SOGIESC) - Intégration de la thématique des masculinités comme mécanisme de prévention 	En continu	Staff PIB

			<p>contre les violences basées sur le genre</p> <p>Le YAP est de plus en plus impliqué dans le travail de PIB Groupe de travail sur la gouvernance, création du collectif</p>		
<p>Plan International Belgique</p>	<p>PIB garantit les safe spaces (ou continue à le faire) dans les activités de plaidoyer (afin d’être sûr que les jeunes ne se trouvent pas dans des situations intimidantes).</p>	<p>Acceptée</p>	<p>PIB visualise l’implication des jeunes dans ses projets à travers trois dimensions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation : une vraie participation des jeunes (minimisation du risque de manipulation ou de tokénisme). À cette fin, PIB développera un “participation marker” qui aidera à garantir de principe. - Protection : lorsque les jeunes participent aux activités de PIB, leur bien-être physique, psychique et psychologique doit être garanti. À cette fin, PIB dispose d’une politique “Safeguarding” et de principes de protection qui guident notre travail et dispose de différents outils : tableau d’analyse des 	<p>En continu</p>	<p>PIB Youth Engagement Unit, Safeguarding Focal Point, Gender policy adviser</p>

			<p>risques, matériel de formation, canaux de signalement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inclusion : afin d'atteindre les jeunes dans toute leur diversité, PIB travaille de manière inclusive et a élaboré un plan d'action en matière de genre et d'inclusion pour l'organisation 		
<p>Plan International Belgique</p>	<p>PIB lie le YAP – avec son accord - à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'autres groupes de jeunes qui travaillent sur des thématiques identiques ou liées (p.ex. le climat) et/ ou - Des écoles et les organisations en charge de S4R et/ou - Des jeunes organisés au niveau international (les YAP d'autres bureaux Plan International, ou encore d'autres groupes de jeunes en accord avec l'identité de ce YAP). 	<p>Acceptée</p>	<p>Afin de garantir un échange entre le YAP et d'autres groupes de jeunes, dans le nouveau programme DGD, PIB va mettre plusieurs stratégies en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en lien d'objectifs du programme DGD avec des objectifs d'autres programmes locaux menés en Belgique. La valeur ajoutée du programme DGD sera liée à la solidarité internationale. - Mise en place de partenariats stratégiques internationaux (au sein et hors de la fédération Plan) et nationaux (via les 	<p>En continu</p>	<p>PIB Youth Engagement Unit</p>

			organisations de jeunesse, les villes et les écoles).		
Plan International Belgique	PIB crée éventuellement des YAP locaux et suscitent leur engagement auprès d'autres acteurs locaux (entre autres pour développer un plaidoyer local).	Acceptée partiellement	Des groupes locaux de jeunes "Champions du Changement" seront créés dans plusieurs villes ces prochaines années. (Cf. Programme DGD 22-26 et programmes locaux, par ex. Safer Cities). De plus, des jeunes prendront part au 'community groups' locaux.	Prévu dans programme 22-26	PIB Youth Engagement Unit
Plan International Belgique	PIB implique le YAP dans le suivi du programme quinquennal et dans l'évaluation (au moins lancer des formes d'autoévaluation).	Acceptée	Le Collectif, un groupe spécifique de jeunes, aura un rôle actif dans la mise en œuvre de certaines activités du programme, en collaboration avec le staff de PIB. De plus, un membre du YAP fait partie du CA de PIB et 4 de l'AG ce qui rend structurelle leur implication dans la gouvernance de PIB.	En continu	PIB Youth Engagement Unit
	3) Impact				
Plan International Belgique	PIB renforce la CODE : <ul style="list-style-type: none"> • sa réactivité • sa capacité d'analyse de contextes • ses méthodes de capitalisation 	Acceptée	PIB va continuer à travailler avec et pour la Coordination des ONG droits de l'enfant (CODE), notamment dans le plaidoyer Education droits de l'enfant. PIB continuera d'apporter les thématiques genre, participations	En continu	PIB Advocacy coordinator Fr

			et solidarité internationale dans les discussions avec les membres.		
Plan International Belgique	PIB renforce le focus sur les pouvoirs organisateurs et les écoles (lien S4R) pour intégration accrue des Droits des Enfants (DE) dans les écoles.	Acceptée partiellement	L'équipe plaidoyer vérifiera si les Pouvoirs Organisateurs (PO) sont les meilleures cibles pour le plaidoyer <i>Gender transformative education</i> qui sera réalisé dans le prochain programme.	DGD 22-26	PIB Advocacy coordinator fr
Plan International Belgique	PIB cible le cabinet Désir pour qu'il encourage et informe davantage les écoles (circulaires, ...) sur S4R, la participation des élèves, ...	Acceptée	PIB continue à travailler étroitement avec le cabinet Désir.	En continu	PIB Advocacy coordinator fr
Plan International Belgique	PIB promeut la participation de YAP et/ou élèves S4R dans le processus du prochain plan d'action droits de l'enfant de la Fédération Wallonie Bruxelles (PADE).	Acceptée	Le prochain programme se concentrera sur du 'youth lead advocacy'. Les recommandations politiques seront donc, au maximum, co-construites avec les jeunes.	Prévu dans programme 22-26	PIB Youth engagement unit
Plan International Belgique	PIB cherche son rôle et valeur ajoutée et voit comment renforcer la voix des jeunes dans les espaces suivants, en coordination avec la CODE et le CEF : <ul style="list-style-type: none"> • OEJAJ • CNDE (trajet pilote) • GP CIDE 	Acceptée	PIB va analyser l'opportunité de se faire représenter par de jeunes du YAP dans différents cénacles. Un premier contact en ce sens a été pris avec l'organe d'avis de la CNDE. Les collaborations avec la CODE, le Forum des jeunes et le Conseil des élèves francophones (CEF) continueront dans le nouveau	Prévu dans programme 22-26 Organe d'avis de la CNDE : Juin 22	PIB Advocacy coordinators

			programme DGD 22-26. De même que l'implication dans le Groupe permanent convention droits de l'enfant (GPCIDE) coordonnée par l'Observatoire de l'enfance de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ) de la FWB.		
Plan International Belgique	PIB développe une stratégie pour appuyer le CEF pour qu'il devienne la structure représentative des élèves au niveau francophone.	Refusée	PIB travaillera en collaboration avec le CEF et continuera à promouvoir le droit à la participation dans le contexte scolaire. Par contre, PIB ne fera pas de ce point un point de plaidoyer en tant que tel.		
Plan International Belgique	PIB promeut Wereldburgerschap dans les écoles.	Acceptée	En faisant le lien entre les aspects genre et droits de l'enfant avec les socles de compétences de citoyenneté mondiale, PIB a l'ambition de réaliser cet objectif.	En continu	PIB Advocacy coordinator nl
Plan International Belgique	PIB influence les pouvoirs organisateurs dans la traduction des « Eindtermen » en « Leerplannen ».	Acceptée	Ceci est déjà réalisé mais PIB s'engage à rester disponible en cas d'actualisation.	En continu	PIB Advocacy coordinator nl
Plan International Belgique	PIB relance l'analyse stratégique collaborative dans MOVO, dans le groupe de travail Onderwijs.	Acceptée	Evaluation continue sur base des évolution politique	En continu	PIB Senior Policy Advisor

Plan International Belgique	PIB renforce les coordinations et le rôle de PIB dans ces autres espaces.	Acceptée	Le plan d'action a été mis à jour pour cadrer avec le nouveau programme	DGD 22-26	PIB Senior Policy Advisor
Plan International Belgique	PIB garde une approche large en termes de contacts dans le plaidoyer politiques pour développer un réseautage large.	Acceptée	PIB continue à développer son réseau (c'est-à-dire multiplie ses points de contact) tout en maintenant des contacts privilégiés avec certains acteurs politiques importants.	Évaluation annuelle en équipe plaidoyer	PIB Equipe plaidoyer
	4) Durabilité				
Plan International Belgique	PIB renforce des groupes de jeunes dans le développement de leur propre agenda et réseautage.	Acceptée	Le programme 22-26 prévoit la formation de membre d'organisation de jeunesse. Les jeunes ChoC seront également renforcés dans les compétences liées au plaidoyer.	Prévu dans programme 22-26	PIB Youth Engagement Unit
	5) Genre				
Plan International Belgique	PIB développe une réflexion stratégique, en interne et avec ses alliés, sur la place du genre dans le plaidoyer DE dans l'enseignement.	Acceptée	Une des thématiques portées par le prochain programme est la Gender Transformative Education. De plus, PIB accompagnera des écoles dans une trajectoire genre, ce qui permettra d'enrichir son plaidoyer par l'expérience acquise dans ces trajets.	Prévu dans programme 22-26	PIB Senior Policy Advisor/ Gender policy adviser

Plan International Belgique	PIB renforce ou crée des alliances avec des organisation qui travaillent sur le genre, et développe des actions avec elles.	Acceptée	Partenariat conclu avec Cavaria. PIB fait partie des réseaux menés par Sensoa: jongeren en seksualiteit et Platform grensoverschrijdend gedrag.	Prévu dans programme 22-26	PIB Senior Policy Advisor/ Gender policy adviser
C. Coopération VBG et autonomisation des filles					
Plan International Belgique	PIB continue à investir dans le CCGD et fait en sorte de maintenir les filles à l'agenda.	Acceptée	La poursuite de notre participation au sein du CCGD est prévue dans notre programme 22-26.	En continu	PIB Gender policy adviser
Plan International Belgique	PIB propose une structuration du renforcement des capacités des membres et l'inclusion de la thématique des droits des filles.	Acceptée partiellement	Plusieurs conférences, activités, ... sont prévues dans le nouveau programme pour sensibiliser les autres membres aux droits des filles. Il ne s'agira cependant pas de formations ayant pour vocation première le renforcement des capacités des membres du CCGD.	Prévu dans programme 22-26	PIB Gender policy adviser
Plan International Belgique	PIB prend garde à ne pas <i>trop</i> pousser agenda propre au sein du CCGD.	Acceptée	PIB veille à ce que, en tant que représentante de 11.Be, tous les intérêts soient inclus dans l'ordre du jour du CCGD.	En continu	PIB Gender policy adviser
Plan International Belgique	PIB avance sur le monitoring de :	Acceptée partiellement	Le programme 17-21 a montré qu'il était plus efficace d'aborder ces questions en coalition. Plan soutiendra donc les efforts du CCGD dans ce sens. Ainsi,	22-26	PIB Gender Policy Advisor

	<ul style="list-style-type: none"> Budget VBG (girls) et autonomisation filles dans coopération Évaluation d'impact de la coopération concernant les filles Transversalisation et indicateurs de genre, filles, VBG dans la DGD 		concernant le Budget VBG, le CCGD continue la recherche sur les budgets dans la coopération internationale.		
Plan International Belgique	PIB contribue à une redynamisation de PKIO (rendre proactif avec influence, donc plaidoyer et tout ce qui vient avec) (par ex. suivant le modèle d'Educaid.be).	Acceptée	La redynamisation de PKIO et de son plaidoyer est un des objectifs du nouveau programme. Plan assurera le secrétariat de PKIO en 2022 et la coordination de son plaidoyer en 2022-23.	22-26	PIB Senior Policy Advisor/ Advocacy Coordinator
Plan International Belgique	PIB cherche un lien entre filles et DE qui convienne aux membres de PKIO.	Acceptée	Ce point fera l'objet des échanges au sein de la plateforme, de même que la priorité accordée par Plan à la participation des EAJ	22-26	PIB Senior Policy Advisor

<p>CCGD et/ou PKIO</p>	<p>Les réseaux CCGD (VBG, filles) et/ou PKIO (DE), avec éventuellement le lead de PIB, rassemble(nt) des chiffres sur le travail de la coopération belge concernant les DE, GBV, filles, en labélisant les budgets et/ou en mesurant l'impact des interventions concernant les DE, GBV, filles financées par la Belgique.</p>	<p>Acceptée partiellement</p>	<p>Depuis le début de l'année 2022, Le CCGD poursuit activement les recherches sur les budgets sur VBG dans la coopération internationale financées par la Belgique et que Plan a mené en 2019-2020</p>	<p>En continu</p>	<p>PIB Gender Policy Adviser/ Senior Policy Adviser/ Advocacy Coordinator</p>
<p>Plan International Belgique</p>	<p>PIB focalise son plaidoyer sur des propositions concrètes de renforcement de politiques et leur mise en œuvre (au-delà de la sensibilisation).</p>	<p>Acceptée</p>	<p>Un nouveau plan stratégique pour cette section est en cours d'élaboration.</p>	<p>22-26</p>	<p>PIB Equipe Advocacy</p>
<p>Plan International Belgique</p>	<p>PIB croise les VBG et les filles avec d'autres thèmes « chauds » comme p.ex. climat, LGTB, biodiversité, évasion fiscale, protection sociale, industries extractives, ... et crée de nouvelles alliances.</p>	<p>Acceptée partiellement</p>	<p>Dans le nouveau programme de la DGD, certains thèmes sont liés de manière transversale et nous avons activement recherché de nouveaux partenaires avec lesquels coopérer. Cependant, il n'est pas faisable de couvrir tous les sujets énumérés, tels que la biodiversité, industrie, évasion fiscale... compte tenu de</p>	<p>22-26</p>	<p>PIB Gender Policy Adviser et l'ensemble de l'équipe concernée par le nouveau programme</p>

			l'attention particulière que nous portons à l'égalité de genre et aux droits des filles.		
Plan International Belgique	PIB renforce ses liens avec le cabinet (notamment la responsable VBG et genre), les parlementaires et leur collaborateurs/trices.	Acceptée	PIB continue à développer son réseau tout en maintenant des contacts privilégiés avec certains acteurs	Été 2022	PIB Equipe Advocacy
Plan International Belgique	PIB informe les politiques de manière plus « sur mesure », en introduisant p.ex. : one pager mensuel avec key data, format audio-visuel.	Acceptée	Un nouveau plan stratégique pour cette section est en cours d'élaboration. Le(s) type(s) de format et canal à utiliser, entre autres, seront discutés dans ce cadre.	Été 2022	PIB Equipe Advocacy
Plan International Belgique	PIB consolide et élargit l'assise de PIB au sein des institutions politiques : parlementaires et collaborateurs (à ne pas négliger même si PIB a des liens directs avec les niveaux politiques supérieurs), cabinets (idem), partis politiques.	Acceptée	Un nouveau plan stratégique pour cette section est en cours d'élaboration. PIB continue à développer son réseau tout en maintenant des contacts privilégiés avec certains acteurs	Été 2022	PIB Equipe Advocacy



Belgique
partenaire du développement

<p>Plan International Belgique et CCGD</p>	<p>PIB cherche avec le réseau CCGD le moyen de renforcer les capacités de la DGD, et de promouvoir l'usage d'indicateurs</p>	<p>Acceptée</p>	<p>Depuis le début de l'année 2022, le CCGD poursuit activement les recherches sur les budgets sur VBG dans la coopération internationale financées par la Belgique que Plan a menées en 2019-2020. PIB entant que représentante de 11.be est membre de ce groupe de travail.</p>	<p>En continu</p>	<p>PIB Gender policy adviser</p>
<p>Plan International Belgique et CCGD</p>	<p>PIB renforce son travail de plaidoyer sur les VBG et les filles vers le cabinet et les parlementaires.</p>	<p>Acceptée</p>	<p>La lutte contre les VBG est une des priorités de notre nouveau programme. Un nouveau plan stratégique pour cette section est en cours d'élaboration.</p>	<p>2022-2025</p>	<p>PIB Gender Policy Adviser/ Senior Policy Advisor</p>

Date : 30/06/2022

For more information : Plan International Belgium, Ravensteingalerij 3 B 5, 1000 Brussel, Tel : +32 2 504 60 00, E-mail: info@planinternational.be